

"LES PROBLEMES DE LA DEFENSE EN EUROPE"

Institut Francais d'Etudes Strategiques, Paris, 29-30/X/1973

- (1) Institut Francais d'Etudes Strategiques: "Le rapprochement URSS/Etats-Unis et la 4^{em}e guerre du Moyen-Orient. Consequences pour la strategie mondiale et l'Europe"
- (2) Institut Francais d'Etudes Strategiques: "Problemes souleves par la securite de l'Europe"

Colloque

" LES PROBLEMES DE LA DEFENSE
EN EUROPE "

org. dall' Institut Francais
d'Etudes Strategiques

PARIS, 29-30 OTT. 1973

(C. MERLINI)

1

Beaufre

LE RAPPROCHEMENT U.R.S.S./ETATS-UNIS et la 4ème GUERRE du MOYEN-ORIENT
CONSEQUENCES pour la STRATEGIE MONDIALE et l'EUROPE

Depuis la réunion de Juan les Pins en mai, la déclaration commune Nixon-Brejnev est venue annoncer l'étendue du rapprochement entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis et des progrès qui semblaient faits dans le domaine de la détente Est-Ouest. Mais presque aussitôt, la 4ème guerre du Moyen-Orient est venue démentir la réalité profonde de cette détente. Il en résulte pour l'Europe occidentale une situation assez nouvelle qu'il convient d'analyser afin d'en déterminer les conséquences.

I - Evolution apparente de la constellation stratégique mondiale jusqu'en 1973

La situation conflictuelle permanente qui s'est créée à l'échelle mondiale au lendemain de la guerre de 1939-1945, est passée successivement par une phase bipolaire (1945-1963) et une phase tripolaire (1963-1971).

- a) - Elle est entrée depuis 1971 dans une nouvelle phase dont les caractéristiques essentielles étaient :
- une constellation "quadripolaire" - Etats-Unis / U.R.S.S. / Chine / Japon - qui tend à devenir "pentapolaire" en raison du processus d'unification de l'Europe occidentale ;
 - la persistance - sinon l'aggravation - de l'antagonisme sino-soviétique, lequel constitue le "conflit-clé" par rapport auquel tendait à s'ordonner la constellation mondiale ;
 - une révision profonde des stratégies totales américaine, soviétique et chinoise, et l'amorce d'une stratégie totale japonaise ;

- un désamorçage relatif des "poudrières" de la phase précédente - Moyen Orient, Sud-est asiatique - et l'apparition ou la réactivation de nouvelles zones explosives tant en raison de l'antagonisme sino-soviétique que de l'importance croissante du problème du pétrole.

Il a fallu paradoxalement près de six ans aux dirigeants américains et soviétiques, pour tirer les conséquences de la situation tripolaire qui s'était créée au cours de l'automne de 1963 du fait de la véritable "déclaration de guerre" faite par la Chine, à la fois à l'U.R.S.S. et aux Etats-Unis. A Moscou, comme à Washington, on continuait à raisonner en fonction d'un antagonisme Est-Ouest, alors que celui-ci s'était mué en une coexistence soupçonneuse cependant que Pékin, mettant en oeuvre une stratégie totale révolutionnaire, s'employait à mobiliser les pays du Tiers-monde contre les deux super-puissances

L'annonce par le président Nixon, en juillet 1971, de son futur voyage à Pékin et l'admission en octobre de la même année de la Chine populaire à l'O.N.U. marquent le début de la nouvelle phase car au même moment, le Japon, victime dans une certaine mesure des initiatives politiques et financières de Washington, tend à prendre quelque distance vis-à-vis des Etats-Unis et à s'ériger progressivement en un nouveau pôle.

L'U.R.S.S. qui vient de renforcer ses positions en Asie, en intensifiant son aide au Nord-Vietnam et en soutenant à fond l'Inde dans son conflit avec le Pakistan, s'efforce d'attirer à elle le Japon, afin d'éviter un rapprochement sino-japon.

Cependant, au cours de l'année 1972, le voyage à Pékin du président Nixon et l'échec de l'offensive communiste au Vietnam aboutissent à un affaiblissement de la position soviétique en Asie. Moscou est amenée à réviser sa stratégie totale. De son côté, l'administration américaine, reconduite en fin d'année à une large majorité et débarrassée en partie du fardeau vietnamien, se trouve à même de poursuivre, sous le nom de "doctrine Nixon", une stratégie totale aux objectifs ambitieux. Par ailleurs, en dépit des efforts soviétiques, le Japon se rapproche de la Chine, sans pour autant rompre ses liens avec les Etats-Unis.

Au cours du premier semestre 1973, chacun des quatre pôles poursuit sa manœuvre, sans obtenir des résultats spectaculaires. Le centre de gravité du jeu en cours paraît être de nouveau - du moins provisoirement - en Europe = S.A.L.T.II, conférences d'Helsinki et de Vienne, préparation du "Nixon Round", etc... cependant que du Moyen-Orient à l'Inde, s'esquisse une nouvelle et vaste zone conflictuelle.

II - La politique de détente et les négociations S.A.L.T.

La détente avec l'Est était l'un des objectifs de la politique de Kennedy. Elle était alors conçue selon les concepts de l'"arms control", comme un moyen de détente politique, mais surtout d'abord comme devant mener à une neutralisation des armements nucléaires afin d'éviter aux Etats-Unis les perspectives d'une guerre atomique. Après la mort de Kennedy, cette politique fut continuée sous McNamara comme un moyen de désarmer les pressions croissantes faites par le Congrès sur le Pentagone, en faveur de la réalisation d'un vaste programme d'A.B.M. McNamara qui jugeait plus rentable un programme offensif, lança le développement des M.I.R.V. La menace des M.I.R.V. pour les Soviétiques et des A.B.M. pour les Américains fut la cause initiale des négociations S.A.L.T., car ni les Etats-Unis ni l'U.R.S.S. ne voulaient s'engager dans une nouvelle phase de course aux armements, ruineuse et inutile.

Après de longues péripéties, compliquées par le développement des S.S.9 par les Soviétiques et par celui de Poséidon par les Américains, la négociation aboutit à l'accord S.A.L.T. I.

Cet accord ne marquait qu'un progrès très partiel en direction d'un arrêt de la course aux armements :

- 1°) La limitation à 200 des A.B.M. arrête la course aux engins défensifs mais maintient une valeur élevée à la menace de destruction par les forces offensives. C'est l'adoption de part et d'autre de la doctrine de "la destruction réciproque assurée", base de la neutralisation des armements nucléaires.

2°) Mais la péréquation - dans l'inégalité - du nombre des véhicules nucléaires ne peut qu'inciter à relancer la course technologique par la multiplication des I.R.V. , par le développement des moyens d'opérer dans l'espace contre les satellites adverses ou encore d'attaquer et de défendre les sous-marins porteurs d'engins.

On allait donc passer d'une course quantitative à une course qualitative.

Pour éviter cette relance, il était indispensable d'instaurer un climat de confiance réciproque permettant de croire à la valeur d'un accord de limitation qui serait invérifiable en fait.

Il avait été espéré que ce climat serait créé par les négociations S.A.L.T. Il n'en avait rien été. C'est alors que Brejnev, qui poursuit une politique nouvelle que l'on analysera plus loin, saisit l'occasion de son voyage à Washington pour conclure avec Nixon deux types d'accords :

- le premier portant sur des concessions économiques réciproques considérables (achat de blé, mise en valeur du pétrole sibérien, construction d'usines) ;
- le second, converti par le premier, constitué par une déclaration commune sur les problèmes nucléaires, écartant toute idée de conflit direct entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

C'était, semblait-il, la proclamation de la fin de la guerre froide. C'était aussi ouvrir la voie à un accord S.A.L.T.II portant sur l'arrêt (invérifiable) de la course qualitative. S.A.L.T.II ne peut être qu'une déclaration d'intention, mais en fait les poids des intérêts économiques mis en cause de part et d'autre peuvent servir de garantie efficace.

La dissuasion nucléaire, d'abord fondée sur la supériorité matérielle, puis réalisée par une neutralisation réciproque résultant de l'égalité et garantie par des accords contractuels d'ordre diplomatique, paraissait reposer maintenant sur des garanties économiques.

III - La conjoncture politique mondiale

Ce rapprochement est le résultat de la convergence de plusieurs facteurs politiques très importants et nouveaux.

Du côté américain :

- 1) Les préoccupations de paix nucléaire du courant de pensée de l'"arms control" ont prévalu visiblement. Le résultat visé est bien le gel de la menace nucléaire qui d'ailleurs a pour conséquence de rendre moins improbable le recours aux armements classiques,
- 2) Il est très clair également que l'arrêt de la course aux armements ainsi que le retrait ou la réduction des forces extérieures, notamment en Europe, s'imposaient pour dégager au profit de l'économie américaine les moyens nécessaires à la reprise, au rétablissement de l'équilibre de la balance des comptes et à la défense du dollar,
- 3) L'accord économique avec l'U.R.S.S. ouvre des perspectives favorables au développement de l'économie américaine,
- 4) La conclusion d'un accord politique majeur ne pouvait qu'aider le président Nixon au milieu de ses difficultés intérieures,
- 5) Les pressions intérieures, aggravées peut-être par des doctrines économiques mal adaptées à la situation présente, ont conduit le gouvernement à adopter une politique économique de redressement qui est en grande partie défavorable à l'Europe en ce qu'elle souligne ses divergences internes et retarde son unification.

Ces diverses préoccupations ont donné lieu à l'exposé de Kissinger traçant les grandes lignes d'un plan de pacification de l'hémisphère nord, dont la présentation a peut-être été hâtée pour précéder la déclaration commune Nixon-Brejnev et lui servir de préalable, ainsi que de contre-partie à l'égard des alliés européens et japonais.

Du côté soviétique :

Il semble que Brejnev ait été conduit à engager une nouvelle politique qui marquait un net changement d'orientation. Cette politique paraît répondre aux préoccupations suivantes :

- 1) pallier la crise agricole par des achats de blé considérables ;
- 2) relancer l'économie soviétique languissante par l'infusion massive de capitaux et de technologies américaines, japonaises et européennes ;
- 3) arrêter l'escalade des dépenses militaires au profit de l'économie grâce à une détente marquée avec les Américains conduisant à un véritable accord de limitation d'armements et à un rapprochement substantiel pouvant aller jusqu'à une sorte de condominium nucléaire (proposé au cours des négociations S.A.L.T.) et politique ;
- 4) par ce moyen, amarrer les Etats-Unis (et subsidiairement le Japon) à la "pax sovietica" ainsi qu'à l'économie soviétique et par là, empêcher le glissement des Etats-Unis et du Japon vers la Chine ;
- 5) réaliser ainsi si possible, une prééminence soviétique en Europe, grâce à la neutralisation des armements nucléaires stratégiques, à la supériorité soviétique en armements classiques et au repli probable des forces américaines ;
- 6) s'assurer par cet ensemble de mesures l'alliance de fait ou au moins la neutralité des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon dans son conflit avec la Chine, tendant ainsi à reconstituer contre la Chine un monde bipolaire.

Cette politique nouvelle très hardie était loin d'être sans risque sur le plan intérieur : l'infusion capitaliste américaine, japonaise et européenne, si elle entraîne un développement économique notable, peut aussi saper dangereusement les bases du communisme orthodoxe et entraîner l'instabilité intérieure de l'empire soviétique. En raison de ces perspectives, une fraction de l'appareil du parti lui est opposée. D'autre part, la "politique Brejnev" pourra paraître démentie par l'attitude de l'U.R.S.S. dans le conflit israélo-arabe.

Du côté chinois :

Le danger soviétique, fortement ressenti, a entraîné aussi une nouvelle politique de détente avec l'Ouest et de séduction envers le Japon.

La Chine, ayant adopté une stratégie originale dérivée de la stratégie léniniste, opère à quatre niveaux : gouvernement ; nation ; parti ; peuples.

- Au niveau des gouvernements, elle revient à une politique de coexistence normale, exploitant les possibilités offertes par la conjoncture avec réalisme ;
- Au niveau des nations, elle joue la carte des nationalismes, ce qui concerne aussi bien les nationalités captives de l'U.R.S.S., les nationalités opprimées par Moscou (c'est-à-dire les démocraties populaires de l'Europe de l'Est) et enfin les nations nouvelles du Tiers-monde ;
- Au niveau des partis communistes, elle tend toujours à relever l'U.R.S.S. dans sa tentative de leadership du Tiers-Monde et dénie au parti communiste soviétique le nom même de communiste ;
- Au niveau des peuples, elle exploite toutes les possibilités révolutionnaires qui servent sa politique gouvernementale.

Celle-ci paraît fondée sur une politique intérieure de développement mesuré sauvegardant l'indépendance nationale et sur une stratégie extérieure d'attente combinant la dissuasion nucléaire et des milices populaires, la lutte contre l'influence de l'U.R.S.S. en Asie, au Moyen-Orient et en Europe orientale, l'attraction des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe occidentale pour maintenir la multipolarité du monde. La Chine espère ainsi éviter la guerre avec l'U.R.S.S. jusqu'à ce que celle-ci se désorganise par l'intérieur, ce qui lui permettrait alors de récupérer ses provinces asiatiques perdues.

Du côté européen :

Les conséquences de cette situation nouvelle ont été très inégalement perçues dans les divers pays. Les succès indiscutables de la C.E.E. sont en partie masqués par les tensions résultant d'intérêts divergents que souligne la crise du dollar et la politique économique américaine souvent en contradiction avec sa politique générale. Le fait que les Etats-Unis ne couvrent plus stratégiquement l'Europe occidentale et que les Européens doivent prendre en charge leur défense, est diversement apprécié. L'évolution vers l'unité est retardée par l'opposition doctrinale des radicaux "intégrationnistes" et des radicaux "nationalistes", alors que la solution ne peut être que mixte et progressive. Enfin le danger soviétique qui n'est probablement plus celui d'une invasion militaire, mais qui demeure celui d'une "finlandisation", combinant les glissements politiques intérieurs appuyés par la prépondérance militaire soviétique en Europe, justifierait une construction et un effort militaire communs. Les opinions publiques et les gouvernements européens sont loin d'être d'accord sur cette conclusion qu'il importe d'analyser plus complètement à la lumière des derniers événements.

IV - La quatrième guerre israélo-arabe

La reprise de la guerre dans le Moyen-Orient a considérablement modifié l'image que l'on pouvait se faire de la situation et qui est décrite dans les paragraphes précédents.

Sans que l'on puisse l'affirmer complètement, il est très probable que les Soviétiques ont connu les projets arabes. Ils ont donné un soutien matériel considérable aux Syriens et aux Egyptiens et, dès l'ouverture des hostilités, ils ont marqué leur solidarité avec les Arabes, conformément à leur politique constante.

De leur côté, les Américains, probablement surpris, n'ont pas tardé à se ranger nettement dans le camp israélien par des fournitures substantielles d'armement.

La politique de détente et de rapprochement proclamé en juin par Brejnev et Nixon apparaît compromise. Les illusions qu'elle avait pu entretenir étaient remises en cause. On pouvait se croire revenu aux plus mauvaises heures de la guerre froide, avec des risques graves d'affrontement. Naturellement, la course aux armements allait s'intensifier, sous sa forme qualitative d'abord, éventuellement sous sa forme quantitative. Non seulement les résultats des négociations S.A.L.T. paraissent compromis, mais aussi toutes les négociations annexes (Vienna, Genève, Helsinki) lancées par les Soviétiques. Cependant la négociation économique et financière avec les Américains semble se poursuivre.

Cette situation ^{qui} paraît rétablir la grande opposition bipolaire Etats-Unis/U.R.S.S. est en complète contradiction avec la politique soutenue par Brejnev. Celui-ci pourrait être sacrifié, à moins que sa manœuvre n'ait été préconçue comme une préparation à la crise du Moyen-Orient dont l'objectif est de s'assurer la solidarité des Arabes et le contrôle indirect de leurs richesses pétrolières.

Pour Nixon, ce serait l'échec d'un grand dessein politique de pacification de l'hémisphère nord tel que Kissinger l'a décrit (et qui d'ailleurs comportait de nombreuses contradictions). L'engagement des Américains à soutenir Israël place les Etats-Unis dans une situation délicate à l'égard du monde arabe, du Tiers-Monde et du problème pétrolier, cependant crucial.

Sans imaginer pour le moment que les solidarités proclamées avec les Arabes et avec Israël puissent escalader jusqu'à un affrontement militaire des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., on peut affirmer que la phase nouvelle a constitué le révélateur des contradictions s'opposant à une véritable détente.

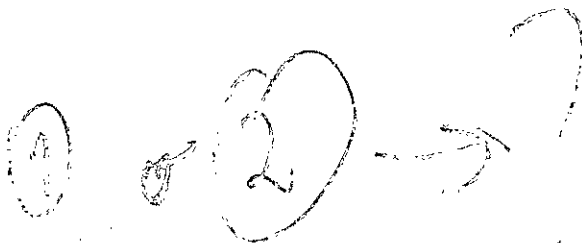
Cependant, la "phase de négociations" dans la guerre du Moyen-Orient qui a commencé il y a plus d'une semaine, a amené un rapprochement visible entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis en vue d'une solution politique commune du conflit. ~~Même~~ dans cette instance, il est probable que la politique de détente demeurera désormais chargée d'arrières pensées qui ont toujours existé du côté soviétique et qui avaient tendu à disparaître du côté américain.

Pour conclure, il semble que la situation mondiale, désormais multipolaire, présentera des alternatives d'opposition et de rapprochement des pôles soviétiques et américains évoluant entre des limites très définies :

- ~~éviter tout affrontement direct~~ donc un conflit trop dangereux ;
- ~~éviter un rapprochement trop étroit~~ en raison des contradictions intrinsèques entre ces deux pôles.

Entre ces limites, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. chercheront à établir une situation de fait qui leur permette si possible de réduire la course aux armements et de s'assurer des avantages économiques réciproques, ainsi que d'exercer une action conjuguée chaque fois que leurs intérêts communs à l'échelle mondiale seront menacés.

Sur le plan de la stratégie totale de ces deux superpuissances, ce sera sans doute une situation "ni guerre - ni paix", mais qui n'interdira pas la constitution temporaire d'un bloc unique U.S.A./U.R.S.S. soudé par de fortes solidarités nucléaires et éventuellement économiques, en même temps que paralysé par de nombreuses contradictions internes et externes. Cet U.S.A.-U.R.S.S. plus ou moins permanent pourrait alors, par sa puissance et par sa masse, constituer le centre et le lest stabilisateur de la constellation mondiale.



V - Conséquences pour l'Europe

Deux constatations dominent la situation :

- 1) - l'opposition profonde Etats-Unis/U.R.S.S., bien que de nature différente, peut apparaître aussi certaine que l'opposition Chine/U.R.S.S. L'hypothèse nixonienne de l'établissement de rapports nuancés du type "conflit-négociation" ne paraît pas assurée. La politique de détente proclamée pourrait être, par les contradictions existantes, remise en question. Mais chaque fois que l'intérêt commun le justifie, le bloc U.S.A./U.R.S.S. tend à imposer ses solutions au reste du monde.
- 2) - en raison de la parité nucléaire que sanctionne S.A.L.T. I, les Etats-Unis ne peuvent plus fournir à l'Europe une couverture nucléaire stratégique crédible. Bien plus, des tendances très fortes existent à un dégagement militaire des Américains de l'Europe.

Il en résulte que l'Europe occidentale, bien qu'étroitement liée aux Etats-Unis par le Pacte Atlantique, ne peut sauvegarder sa sécurité et son indépendance, que si elle réussit à s'unir et à se constituer en entité stratégique capable de dissuader toute menace venant de l'Est, comme de rétablir un certain équilibre sur le continent pour la mettre à l'abri d'une éventuelle finlandisation.

Cette construction d'une Europe stratégique est dans la situation actuelle, une tâche urgente. Elle devrait en effet si possible, précéder le dégagement américain. L'annonce d'une action positive dans ce sens pourrait retarder le retrait américain et faciliter les aides indispensables.

(2)

PROBLEMES SOULEVES PAR LA SECURITE DE L'EUROPE

La présente note vise à déterminer les problèmes - ou les familles de problèmes - que soulève la sécurité de l'Europe dans l'ordre politique, stratégique et organisationnel. Elle discute ensuite de l'ordre dans lequel il y aurait lieu de les étudier.

Considérations
liminaires

1) Quelles que soient les solutions envisagées, il est évident que les problèmes relatifs à la sécurité européenne ne peuvent être étudiés qu'en tenant compte du caractère évolutif de toute création européenne éventuelle. Il y a nécessairement trois phases à considérer :

- la phase actuelle, c'est-à-dire l'appréciation de la situation présente et éventuellement les réformes immédiates qui seraient possibles et souhaitables dans le cadre de l'organisation existante, essentiellement l'O.T.A.N.
- le court terme, défini par les dispositions et réorganisations réalisables dans le cadre d'une organisation éventuellement nouvelle mais avec la technologie actuelle.
- le moyen terme, fondé sur les moyens nouveaux résultant d'une technologie avancée actuellement concevable et éventuellement dans le cadre d'une organisation entièrement renouvelée.

Enfin, il n'est peut-être pas inutile d'envisager des perspectives plus lointaines et complètement hypothétiques.

2) Il est évident que dans l'étude de ces problèmes, les divers facteurs politiques et stratégiques sont nettement imbriqués, les solutions sont interdépendantes. Il est cependant nécessaire semble-t-il, de les étudier séparément quitte à devoir ensuite en effectuer la synthèse, sans doute dans chacune des trois phases envisagées ci-dessus.

Les problèmes
politiques

Il semble que l'on puisse concevoir quatre problèmes politiques essentiels qui commandent les solutions à donner à l'organisation de la sécurité :

1) Quel but assigner à cette organisation de la sécurité ?

Est-ce un but politique : assurer l'indépendance de l'Europe occidentale par une entreprise commune ?

Est-ce participer à l'effort de détente en Europe ?

Est-ce rétablir un certain équilibre militaire sur le continent ?

- dans une intention dissuasive ?
- dans l'intention de développer la solidarité européenne ?
- dans l'intention de donner à l'Europe occidentale un poids politique plus important ?
- dans une perspective strictement militaire et défensive ?

Il est probable que plusieurs de ces objectifs peuvent être envisagés simultanément, mais lesquels ? La constitution des forces en serait influencée.

2) Quelle attitude et quels liens l'organisation de l'Europe occidentale devrait-elle maintenir ou établir avec les Etats-Unis ?

Ce problème, essentiellement politique, malgré ses aspects militaires, comporte trois composantes :

- quelle attitude avec l'Alliance atlantique et notamment la nouvelle Charte Atlantique suggérée par Kissinger ?
- quel emploi faire de l'actuelle organisation de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.) en Europe ?
 - Faut-il envisager son maintien intégral ?
 - Faut-il la réformer pour l'adapter à l'organisation européenne ?
 - Faut-il une création nouvelle destinée à relever S.E.A.P.E. dans un certain délai ?
- quel rôle concevoir pour les forces américaines en Europe, à court terme et à moyen terme ? Quel rôle attribuer aux armes nucléaires américaines sur le continent ? Quels liens de commandement en guerre et en paix avec l'organisation européenne éventuelle ?

3) Quelle attitude et quels liens l'organisation de l'Europe occidentale devrait-elle établir avec l'U.R.S.S. et les puissances d'Europe centrale ?

Si la situation générale le permet, ne convient-il pas d'établir des liens contractuels avec l'Est sur la sécurité ?

Si oui :

- ces liens doivent-ils être exclusivement politiques et se limiter à des accords de principe visant la détente (non agression, frontières reconnues, etc...)
- peuvent-ils comporter des garanties récioproques d'ordre militaire (protection contre les attaques par surprise, zones démilitarisées, dénucléarisation, réduction des forces offensives, etc...) ?
- une discussion sur la réduction des armements en Europe est-elle opportune avant qu'il existe une stratégie européenne commune ? Quand elle existera, n'est-ce pas une perspective logique ?
- peut-on envisager dans un stade ultérieur une organisation européenne de sécurité collective comme celle que l'U.R.S.S. avait proposée avant l'invasion de la Tchécoslovaquie ?
- ne peut-on dès maintenant, ou bientôt, admettre l'existence d'un organisme permanent Est-Ouest pour la sécurité en Europe ?

4) Quelle politique de coopération militaires les Etats d'Europe occidentale peuvent-ils pratiquer ?

Les limitations résultant de cette politique - ou de ces politiques - commandent étroitement les organisations militaires à envisager.

Schématiquement, il y a trois solutions d'ensemble :

- La coopération de forces strictement nationales dans tous les domaines, coordonnées plus ou moins étroitement par un organisme commun le plus léger possible, se limitant en temps de paix à des études et des recommandations, et en temps de guerre à la direction générale des opérations.
- La coopération de forces nationales grâce à un système commun de commandement, de transmissions et de défense aérienne, ainsi que de logistique et de production d'armements.

- La coopération de forces nationales et de forces européennes intégrées, sous un commandement, une logistique et un système de production d'armements communs.

Il est probable que ces trois solutions correspondent à des stades différents de l'évolution à envisager. Mais quels que soient les avantages techniques, elles sont gouvernées par la volonté politique.

Les problèmes stratégiques

A l'opposé des problèmes politiques où la plus grande relativité s'impose, les problèmes stratégiques paraissent à étudier dans l'absolu sur la base de considérations techniques, quitte à nuancer les solutions ultérieurement par des considérations politiques.

- 1) Quel objectif stratégique donner à l'organisation militaire de sécurité européenne ?

Cet objectif doit être, semble-t-il, la traduction militaire de l'objectif politique (ou des objectifs politiques) choisis.

- 2) Compte tenu des moyens disponibles, quelle stratégie peut être définie à court terme ?

- Quelles modifications entraînerait-elle par rapport à la stratégie actuelle ?
- Quel serait le rôle des forces nucléaires stratégiques et tactiques européennes et américaines ?
- Quelle conception peut-on donner de la bataille défensive éventuelle ?
- Quelles améliorations de détail dans le domaine des moyens paraissent souhaitables et réalisables ?

- 3) Compte tenu des moyens techniques nouveaux que l'on peut envisager, quelle stratégie peut être envisagée à moyen terme ?

- Quelles transformations seraient-elles nécessaires ?
- Quel rôle pour les armes nucléaires stratégiques et tactiques en fonction des armes nouvelles ?
- Quelle conception résultante pour la bataille éventuelle ?

Les problèmes
organisationnels

Ces problèmes sont subordonnés aux solutions politiques et stratégiques. Ils ont cependant une logique propre qu'il conviendrait d'étudier. Ils se rapportent à deux types de problèmes : l'organisation européenne à réaliser et le niveau des forces.

1) Quelle organisation européenne serait nécessaire ?

Cette organisation doit répondre à trois ordres de préoccupations : les études en temps de paix ; le commandement ; la logistique et la production des armements.

- Quel organisme d'études est nécessaire ? pour la surveillance de l'évolution stratégique et technique, et l'établissement de plans.

- Quelle organisation de commandement est nécessaire en temps de guerre ?

Comment articuler cette organisation en fonction des divers niveaux (atlantique, européen, régional) ?

Existe-t-il des solutions acceptables minimum et maximum ?

- Quelle organisation pour la logistique et la production d'armements afin de réaliser à terme une standardisation nécessaire et de sauvegarder dans l'immédiat les intérêts des industries européennes d'armement et d'aviation ?

Quels types de solutions envisager après l'expérience de l'O.T.A.H. (peu réussie) et celle des "joint ventures" ?

- Quel niveau de forces serait nécessaire ?

Ce problème est à considérer en fonction :

- d'un retrait éventuel plus ou moins complet des forces américaines

- d'une réduction possible bien que peu probable des forces soviétiques

- dans les perspectives du court terme et du moyen terme.

Quelles en seraient les conséquences financières ?

Le plan d'études
à envisager

Cet ensemble de problèmes auxquels peuvent s'ajouter d'autres problèmes oubliés dans la présente note et que l'on jugerait utile d'ajouter, peut difficilement être étudié simultanément. Même si les divers instituts se répartissaient la tâche, il conviendrait de les discuter selon une certaine succession.

- Faut-il dès lors procéder dans l'ordre de la présente note : problèmes politiques, problèmes stratégiques, problèmes organisationnels ?
- Faut-il dans cet ordre - ou dans un autre - étudier successivement le court terme puis le moyen terme ?
- Y a-t-il des problèmes urgents à étudier rapidement ? (production d'armements par exemple)
- Y a-t-il une autre conception d'études plus logique ou plus commode ?

La discussion du 29 octobre devrait permettre de résoudre ces diverses questions afin de convenir d'un plan d'études dont les modalités seront discutées le 30 octobre.
